

Grèce : six mois pour rien ?

Syriza est arrivé au pouvoir en Grèce le 25 janvier. Six mois plus tard, le parti de la « *gauche radicale* » est au bord de l'implosion. Le 15 juillet, son Premier ministre Alexis Tsipras a fait passer au Parlement, avec les voix de l'opposition, un accord avec l'Union européenne qui renie à la fois son propre programme électoral et le résultat populaire du référendum du 5 juillet. Toutes les « *lignes rouges* » ont été franchies. De plus, les lois votées par Syriza depuis janvier doivent être purement et simplement retirées. Six mois de la vie politique d'un pays sont ainsi balayés. Les « *négociations* » ont finalement renforcé l'emprise des créanciers sur ce qui s'apparente désormais à un protectorat. Que retiennent les Grecs de cette période ? Comment comprendre le basculement fulgurant qui s'est déroulé entre le 5 et le 15 juillet, du référendum au mémorandum ? Une hallucination collective ? Suite du carnet de route de Gwenaël Breës, d'Athènes à Bruxelles.

Le 5 juillet, je publiais dans la revue Ballast [le récit des neuf jours ayant précédé le référendum grec](#). J'y consignais des paroles recueillies au gré de mes déambulations et de mes rencontres en Grèce, durant cette semaine qui fut un intense moment de démocratie, mais aussi un révélateur de l'état de l'Europe, de la combativité et parfois du désespoir du peuple grec. Des paroles exprimant tantôt la satisfaction qu'une décision de cette importance revînt au peuple, tantôt des critiques sur l'organisation tardive de cette consultation ; tantôt des questionnements sur les multiples interprétations que la question posée laissait ouvertes, tantôt sur le temps trop court alloué à l'information et au débat. Des paroles doutant de l'issue même de ce processus : moment historique, épisode condamné à ne déboucher sur aucune amélioration significative, prémices à une guerre civile ou à la montée en puissance des néo-nazis d'*Aube Dorée*... ? Des paroles décrivant en tout cas l'état de fatigue et d'hallucination des Grecs face au traitement de choc qui leur est administré depuis cinq ans – telle cette phrase, qui titra l'article : « *L'Europe agit comme si elle était en guerre contre les Grecs.* »

Depuis l'issue désastreuse des « *négociations* » qui suivirent le référendum, ces paroles résonnent à n'en plus finir. Parfois tristement lucides et prémonitoires : « *Les créanciers se fichent de la démocratie ; ils ne veulent que nous maintenir dans un état de colonie endettée et, par la même occasion, tuer dans l'œuf toute alternative progressiste en Europe. Le référendum intervient trop tard : le gouvernement a le couteau sous la gorge et n'a pas préparé de plan B. Le pire serait qu'une majorité pour le « non » aboutisse finalement au même accord que celui qui était sur la table la semaine dernière.* » Je reprends ce carnet de route où je l'avais laissé : au 5 juillet, jour du référendum. Jusqu'au 15 du même mois, jour du vote du troisième mémorandum au Parlement grec, où s'acheva l'ahurissant retournement du pouvoir grec.

L'honneur retrouvé

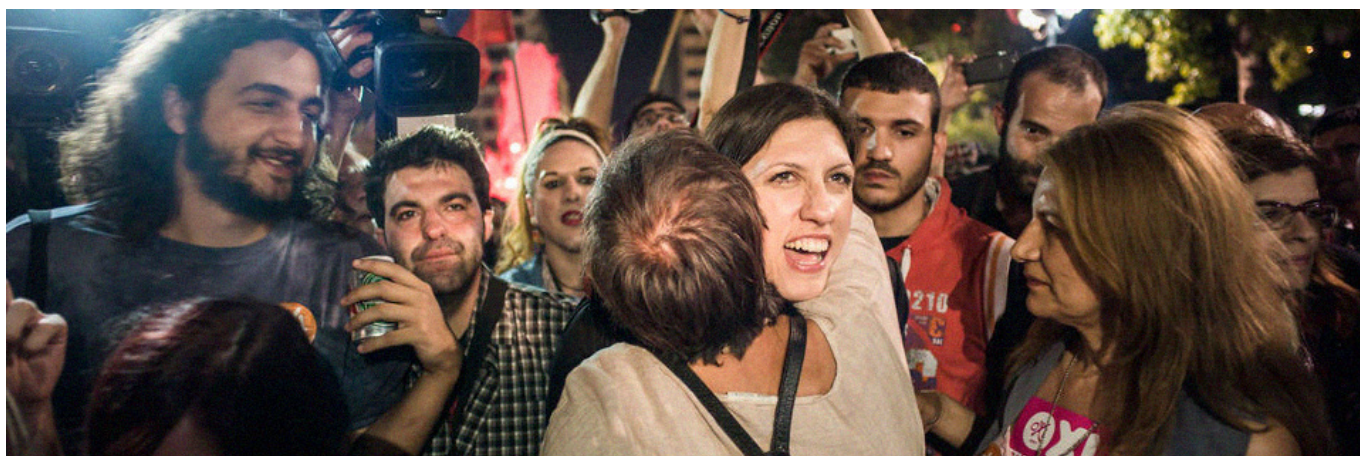
Dimanche 5 juillet. C'est le jour du vote. À l'ombre d'un arbre, dans la cour d'une école du quartier de Peristeri où défilent depuis ce matin des milliers d'Athéniens, des femmes pensionnées et une professeure d'allemand discutent... L'une d'elles est très remontée ; elle trouve ce référendum stupide et arrivé trop tardivement. Comme beaucoup, elle ne voit pas la réelle différence entre les deux choix proposés. Jetant nerveusement sa cigarette par terre, elle avoue avoir voté « oui » à contre-cœur. À ses côtés, les autres dames ne voient guère la situation plus positivement, mais elles ont toutes voté « non », ne fût-ce que pour le symbole démocratique que porte cet acte, pour signifier

leur désapprobation des politiques de l'Europe et leur soutien à la coalition entre Syriza et Anel (les Grecs indépendants) – qu'elles considèrent comme la première, depuis très longtemps, à agir dans l'intérêt du peuple grec. Aucune ne s'aventure à un pronostic : « *Beaucoup de gens pensent « non » mais votent « oui » par peur.* »

Vu de plus près, c'est un vote de classe : environ 70 % pour le « non » dans les quartiers ouvriers et 70 % pour son contraire dans les quartiers de la classe supérieure.

Le sentiment de satisfaction des Athéniens n'en est que plus grand, quelques heures plus tard, lorsque tombent les résultats : le « non » l'emporte dans la totalité des districts électoraux (même dans ceux qui traditionnellement penchent à droite). 61,3 % dans le pays ! Vu de plus près, c'est un vote de classe : environ 70 % pour le « non » dans les quartiers ouvriers et 70 % pour son contraire dans les quartiers de la classe supérieure. Malgré le chantage des institutions européennes, la fermeture des banques, la puissante propagande des médias privés grecs, la déferlante des sondages trompeurs et même les menaces de représailles faites par certains employeurs, la majorité des Grecs n'a pas succombé à la peur du « *saut dans l'inconnu* » qui leur a tant été prophétisé par la plupart des gouvernants et des éditorialistes de toute l'Europe. Dès avant que les résultats ne commencent à tomber, la place Syntagma ressemble à un studio de télévision géant. Des journalistes du monde entier sont en pleine effervescence, à l'affût de la moindre réaction. Une dame d'une cinquantaine d'années, munie d'icônes de l'Église orthodoxe, en profite pour s'imposer dans le cadre en hurlant : « *Orthodoxie ! Orthodoxie !* » Un clin d'œil au gouvernement allemand et à sa sacro-sainte religion de l'orthodoxie... budgétaire.

Parmi la foule qui afflue spontanément face au Parlement, c'est la fierté qui prime. Celle d'avoir confirmé le résultat des élections de janvier qui ont renvoyé au placard une classe politique corrompue et porté au pouvoir, pour la première fois en Europe, un parti anti-austérité. Celle d'avoir ramené de la politique et de la démocratie dans cette Europe technocratique. Malgré la victoire, seuls les membres de l'Epam, petit parti prônant la rupture avec l'Europe, dansent sur des chansons grecques. Pour le reste, pas d'écran géant, ni de concerts, ni de meeting. Juste un mouvement de foule pour acclamer [Zoé Konstantopoulou](#), la présidente du Parlement (Syriza) qui traverse la place sans gardes du corps. Mais l'heure n'est pas vraiment à la fête. Tout le monde, ici, est conscient que le plus difficile reste à venir. Les premières réactions, très dures, des responsables politiques allemands – sociaux-démocrates en tête – le confirment.



Le plus dur commence demain

Lundi 6 juillet. Le résultat retentissant du référendum provoque une onde de choc en Europe. Et semble être bien accueilli au sein de la population grecque, la nette majorité du vote n'étant pas propice à la division. Un conducteur de bus me dit être à la fois surpris et rassuré par l'importance du « non »... ayant lui-même voté l'inverse, « *pas par amour de cette Europe-là, mais parce que je n'imagine pas la Grèce se débrouiller toute seule pour l'instant. Pourquoi pas, sortir de l'euro ? Mais dans quelques années, quand notre économie sera plus forte.* » Parmi les premiers éléments de langage assés ce matin par les dirigeants européens revient en boucle l'argument selon lequel une démocratie de la zone euro ne peut imposer ses vues à dix-huit autres démocraties. « *Sauf que, dans aucun de ces pays, la population n'a eu l'occasion de se prononcer par référendum sur les politiques d'austérité* », souligne-t-il, narquois.

« *Je pense que Tsipras a une stratégie* », me dit par ailleurs une amie grecque. Une opinion largement partagée ici, et qui veut qu'un « *compromis honorable* » est atteignable, comme l'a annoncé le Premier ministre. « *C'est un jeu* », ajoute-t-elle pour résumer ces obscures et interminables tractations bruxelloises dans lesquelles la Grèce tente d'imposer un rapport de force depuis presque six mois. Les déclarations exaspérées du président du Conseil européen (« *The game is over.* »), du Premier ministre belge (« *La récréation est finie.* ») et avant eux de la directrice générale du FMI (« *L'urgence est de rétablir le dialogue, avec des adultes dans la pièce.* »), confirment l'incapacité des créanciers, en particulier les gardiens du « *projet européen* », à dépasser l'horizon du « *gouvernement par les ratios* » (selon [l'expression](#) de l'économiste Frédéric Lordon) et à voir toute tentative d'y ramener du politique comme autre chose qu'une lubie d'adolescents. Un jeu dans lequel la population grecque ne voit pas clair. Et encore moins lorsque l'on passe en revue les signes contradictoires émis par ses dirigeants. Depuis la victoire de Syriza aux élections de janvier, l'équipe Tsipras n'a pas proclamé de moratoire sur la dette, dont elle a au contraire payé les différentes échéances – continuant à vider les caisses d'un État au bord de la faillite (et notamment les budgets sociaux). En signant un premier accord-cadre avec ses créanciers, le 20 février, elle n'a pas non plus respecté son engagement de rompre avec la logique des mémorandums et de la Troïka : tout au plus a-t-elle obtenu que l'on change le nom de « *mémorandum* » en « *plan d'aide* », de « *Troïka* » en « *Institutions* » et de « *créanciers* » en « *partenaires* ».

« Ce référendum a changé la donne, les positions se sont cristallisées, des masques sont tombés. Plus rien ne sera comme avant, la politique et la volonté populaire ont repris le dessus. »

« *Il ne faut pas sous-estimer le fait que ce gouvernement est tout jeune et inexpérimenté. Ça ne fait même pas six mois qu'ils sont là. Ils ont été naïfs face aux créanciers et c'est la raison de ces circonvolutions* », insiste une libraire du quartier d'Illissia qui affiche un grand « *oxi* » (« non ») dans sa vitrine. « *Mais pas besoin d'être statisticien ou sociologue pour comprendre que le « non » exprime surtout un refus catégorique de nouvelles mesures d'austérité !* » Et d'ajouter que l'organisation du référendum en elle-même, comme l'a d'ailleurs déclaré Tsipras, « *est l'aveu que son approche trop douce ne menait à rien, que les négociations n'étaient qu'une farce, un exercice de chantage. Maintenant, ce référendum a changé la donne, les positions se sont cristallisées, des masques sont tombés. Plus rien ne sera comme avant, la politique et la volonté populaire ont repris le dessus.* » Mais les premiers actes du gouvernement donnent l'étrange sensation qu'il a interprété la victoire du « non » comme une consécration du « oui ». Hier soir, Tsipras s'est exprimé tardivement à la télévision après l'annonce des résultats, soulignant n'avoir pas reçu de mandat pour sortir de

l'euro, que telle n'était pas la question posée, mais (paradoxalement) qu'il avait entendu la réponse du peuple : « *pas de rupture* » avec l'Europe. Dans la foulée, le président français l'a appelé pour lui dire : « *Aide-moi à t'aider.* » Et, ce matin, Tsipras s'est réuni avec les leaders de l'opposition grecque, ceux qui ont défendu le « oui », pour esquisser une sorte d'union nationale avant de tenter la relance d'un *round* de négociations avec les institutions européennes.

Enfin, on apprend ce matin la « *démission* » du ministre des Finances [Yanis Varoufakis](#), connu pour être détesté des créanciers et pour avoir écrit de tranchants articles sur la question de l'euro. Une décision étonnante : Varoufakis avait déclaré qu'il quitterait ses fonctions en cas de victoire du... « oui ». La version officielle veut que sa démission ait été demandée par les créanciers, qui ne le supportaient plus. « *Beaucoup de gens apprécient Varoufakis, mais il en énerve beaucoup d'autres et ne fait pas l'unanimité au sein du parti : c'est un atypique, un électron libre* », me dit un militant de Syriza. « *Sa démission est plus une affaire interne à Syriza qu'un cadeau fait aux créanciers* », croit-il savoir. On apprendra, quelques jours plus tard, que son départ s'est joué sur une divergence entre lui et Tsipras quant à l'approche à avoir dans les nouvelles négociations. Varoufakis racontera être arrivé galvanisé par le résultat du référendum dans le bureau du Premier ministre, où ses collaborateurs et lui-même affichaient, au contraire, de bien sinistres mines.



Attentisme

Mardi 7 juillet. Dans la presse française, un conseiller du gouvernement grec sort de sa réserve et lance un *cri d'alarme* : « *Il faut faire savoir au monde entier que l'eurozone est en train de commettre un crime contre l'humanité.* » Sous couvert d'anonymat, il témoigne de la stratégie d'étouffement économique mise en place méthodiquement par l'[Eurogroupe](#) depuis le début des négociations, en janvier, mais aussi de ses désaccords sur la façon dont le gouvernement grec a négocié, privilégiant toujours la voie de la raison et de la discussion avec les Européens. « *Mais dans ces discussions, c'était toujours le gouvernement qui faisait les concessions, qui se rapprochait de la Troïka, sans qu'eux [les Européens] ne fassent le moindre mouvement vers nous.* » Et c'est parti pour un nouveau *round* de négociations, présenté, une nouvelle fois, comme celui de la dernière chance... « *Le gouvernement veut amener l'Europe à une véritable négociation politique, pas seulement une discussion économique ou technique* », me dit le tenancier d'un kiosque de la place Omonia pour expliquer l'arrivée du nouveau ministre des Finances à la réunion de l'Eurogroupe sans nouvelle proposition écrite, contrairement aux demandes émises hier soir par le duo Hollande-Merkel.

À Exarcheia, Yannis Youlountas, réalisateur du film [Ne vivons plus comme des esclaves](#) et animateur d'un [blog](#) sur la Grèce, estime pour sa part que « *la stratégie du gouvernement grec est complexe, donc pas toujours compréhensible, d'autant qu'ils ne communiquent pas suffisamment. Il y a ce qui est dit et ce qui n'est pas dit.* » Il n'a pas compris, par

exemple, la lettre envoyée la semaine dernière par Tsipras aux créanciers, dans laquelle il demandait un nouveau prêt tout en acceptant leurs conditions... et cela, au moment même où il menait campagne pour dire « non » à ces propositions (ce jour-là, la rumeur circula que Tsipras allait annuler le référendum). *« Il s'agissait peut-être de prouver la mauvaise foi des créanciers », se demande Yannis. « La prise de risques fait partie de ce gouvernement. Mais Syriza n'a jamais beaucoup investi les quartiers, à part leur contribution au développement des dispensaires médicaux (il en existe cinquante, en Grèce). Et c'est vrai que depuis qu'ils sont au gouvernement, ils ont fait moins de débats et d'assemblées. »*

« Il faut bien se rendre compte qu'il n'y a pas eu autant de forces contre un gouvernement en Europe depuis 1945. »

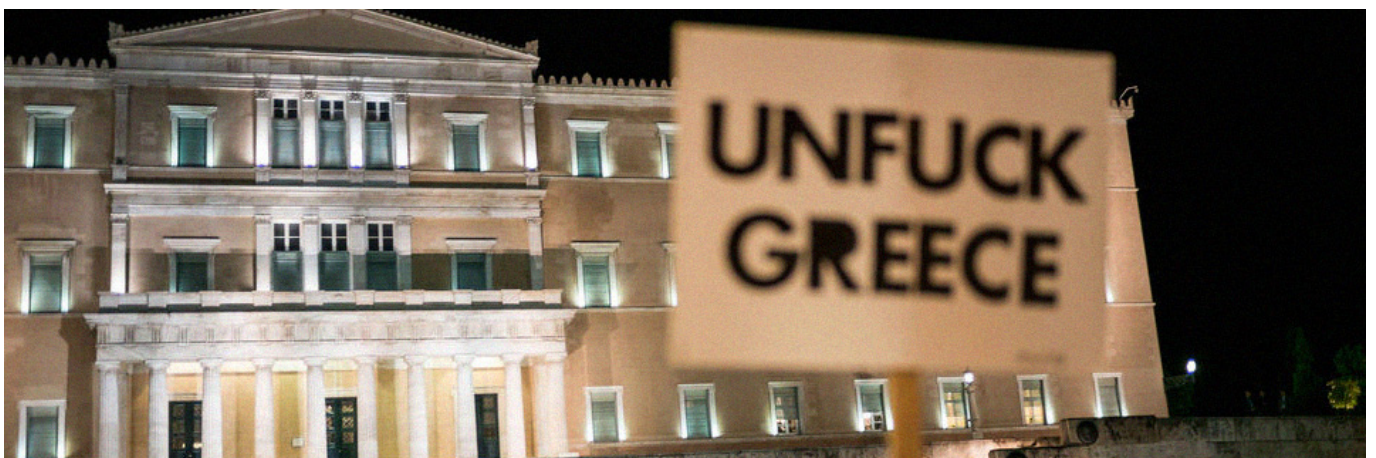
Youlountas fait partie de ces libertaires qui ont voté au référendum (*« parce qu'il s'agissait d'un vote non électif, qu'on n'était pas piégés entre deux solutions et que le résultat était propice à créer un trouble dans le capitalisme »*) et sont favorables aux relations avec la *« vraie gauche »*. *« Je suis convaincu que le pouvoir corrompt, mais pas forcément que tous les gens qui ont du pouvoir sont immédiatement corrompus. Syriza n'est pas un parti de gauche radicale ; ils représentent simplement une vraie gauche »* à laquelle on n'est plus habitué dans d'autres pays parce qu'elle a été remplacée par les sociaux-démocrates. Une vraie gauche sur laquelle il porte un regard critique mais bienveillant. *« Au niveau économique, ils n'ont encore eu ni le temps ni les marges de manœuvre nécessaires pour appliquer quoi que ce soit. Il faut bien se rendre compte qu'il n'y a pas eu autant de forces contre un gouvernement en Europe depuis 1945. Leurs premières mesures sont maigres, mais vont dans le bon sens : la gratuité de l'eau, l'aide médicale d'urgence, le rétablissement de l'électricité pour ceux qui n'y avaient plus accès, l'aide aux réfugiés, l'abolition des prisons de haute sécurité, l'amélioration des conditions de détention des prisonniers politiques, même si la plupart de cela a été obtenu grâce à des luttes, parfois intenses, surtout le fait des anarchistes d'Athènes qui ont occupé les locaux de Syriza et qui ont même organisé une action au parlement... C'est un État moins punitif, plus social qu'avant, qui fout un peu la paix aux gens... pour l'instant ! »*

L'arrivée d'une *« vraie gauche »* au pouvoir a créé une situation inédite pour les mouvements sociaux, et notamment dans le quartier d'Exarcheia (qui se trouve être, de longue date, l'épicentre des soulèvements populaires). C'est ici que les étudiants de l'Université polytechnique, rejoints par les ouvriers, s'étaient soulevés contre la dictature des colonels en 1973 ; ici qu'ont démarré les émeutes de 2008, après la mort d'Alexis Grigoropoulos, un adolescent tué par la police ; ici que fleurissent les initiatives d'autogestion, de démocratie directe et de solidarité pour résister à la crise. *« Depuis l'élection de Syriza en janvier, c'est moins un moment d'action qu'un moment pour regarder, expérimenter, analyser... »*

Mercredi 8 juillet. Quelques jours après l'effervescence populaire liée au référendum, la politique semble être redevenue uniquement affaire de politiciens. Plus d'assemblées, de manifestations, de distributions de tracts, ni même de discours télévisés. C'est l'attentisme : *« On verra »* et *« On attend »* sont des mots qui reviennent régulièrement dans la bouche des Athéniens, mi-confiants mi-dubitatifs, avec qui j'échange... Comme si tout se passait désormais à Bruxelles et à Strasbourg, où Tsipras fait aujourd'hui **un discours** devant le Parlement européen et y tient des propos qui semblent assurer les Grecs que leur *« oxi »* est désormais porté au sein des institutions européennes.

« Pendant les premières années qui ont suivi l'entrée dans la zone euro, on a vécu au-dessus de nos moyens. Chacun pensait à avoir sa voiture et son petit bureau. Maintenant, les gens sont moins carriéristes, moins matérialistes. La politique est sur toutes les lèvres. »

Retour à Exarcheia. Marietta me fait visiter Nosotros, un centre social où se retrouve le mouvement anti-autoritaire créé suite au contre-sommet du G8 de Gênes, en 2001. Ici se multiplient les initiatives d'organisation alternative de luttes et de solidarité : assemblées, cours de langues pour réfugiés, cuisine à bas prix, débats, concerts... « Avant la crise, les Grecs ne voyaient pas leurs voisins, ils étaient plus auto-centrés, moins patients. Les fonctionnaires ne s'intéressaient pas à servir le public. Depuis, les gens sont devenus moins égoïstes. » La crise a provoqué un changement de mentalité, comme le disait hier mon amie Elisavet en rentrant du potager autogéré auquel elle participe : « Pendant les premières années qui ont suivi l'entrée dans la zone euro, on a vécu au-dessus de nos moyens. Chacun pensait à avoir sa voiture et son petit bureau. Maintenant, les gens sont moins carriéristes, moins matérialistes. La politique est sur toutes les lèvres. Il y a davantage d'ouverture d'esprit et d'intérêt pour l'autonomie énergétique, l'économie solidaire ou pour la décroissance, par exemple. » Marietta acquiesce. Depuis que son salaire d'interprète a été raboté et ne lui a plus permis d'assurer un minimum vital, elle-même a fait le choix de diminuer ses besoins et de chercher une autre manière de vivre, en s'impliquant dans des projets collectifs et autogérés. « Avec la crise, le taux de suicide a fortement augmenté. Il y a même eu un pensionné de 70 ans qui s'est tué à coup de revolver sur la place Syntagma. Quand on voit ça, on ne peut qu'être plus conscient de la douleur des autres. Alors quand Syriza a émergé, c'était une occasion historique. Beaucoup de gens, même parmi les anarchistes, voulaient voir la différence et ont voté pour eux. On les connaît bien : certains membres de Syriza habitent Exarcheia ou y militaient avant d'entrer au gouvernement. On a des liens avec eux, on discute, mais on reste très critiques. Ils travaillent beaucoup en faveur de la justice sociale, mais ils ne veulent pas d'une vraie rupture avec le système, pas même avec les multinationales. Ils ont une tendance à vouloir tout contrôler et sont guidés par la peur de tout perdre. Et parce qu'ils ont peur, ils ne sortiront pas de l'euro. Nous, on a appelé à voter « non » au référendum, mais à nos yeux la question n'est pas de choisir entre l'euro et la drachme. On est contre la monnaie comme moyen de régir les échanges ; on est pour le troc, les réseaux d'échange. On a dit « non » à la vente des biens communs, à la dégradation de nos vies. On veut prendre le contrôle de nos vies, pas l'assigner à quelqu'un d'autre. »



Un oui pour un non

Jeudi 9 juillet. Un traducteur polyglotte et francophile qui, malgré son âge, ne bénéficie plus d'aucune pension depuis une décision du précédent gouvernement, est attablé dans une petite taverne bulgare de Metaxourgio, un quartier populaire du centre d'Athènes. Il n'a pas voté dimanche, du fait de ses difficultés à se déplacer, mais suit

la situation de près et se délecte de la victoire du « non ». Il vient d'entendre à la radio que la France est en train d'aider la Grèce à rédiger les propositions qui seront discutées ce week-end à Bruxelles. Des fonctionnaires de Bercy sont arrivés à Athènes hier soir. Il y voit l'espoir qu'un rapport de force favorable à la Grèce se dessine enfin : « *La France a une tradition démocratique. C'est l'un des seuls pays qui a dit qu'il fallait tenir compte du choix des Grecs.* » Dans la chaleur étouffante et le vacarme urbain, je ne sais plus que penser. Un peu las de la situation, je décide de quitter la Grèce, non sans prendre d'abord l'après-midi pour visiter le Musée de l'Acropole. En traversant le quartier immigré de Psiri, j'ai soudain la sensation d'être dans une ville pauvre d'Asie. À deux pas de là, Monastiraki offre le visage d'un tout autre Athènes, rempli de touristes, de boutiques de souvenirs, de restaurants et de cafés branchés, dans lequel la crise refait toutefois irruption par le biais d'une distribution de nourriture pour les sans-logis.

« *Tout ça pour ça !* », s'étrangle un chauffeur de taxi qui a découvert avec stupéfaction ce matin le contenu des propositions soumises hier soir par leur Premier ministre aux créanciers de la Grèce.

Vendredi 10 juillet. « *Tout ça pour ça !* », s'étrangle un chauffeur de taxi qui a découvert avec stupéfaction ce matin le contenu des propositions soumises hier soir par leur Premier ministre aux créanciers de la Grèce. C'est la volte-face. Les propositions sont sensiblement identiques à celles que Tsipras avait refusées le 26 juin, parce qu'elles dépassaient les « *lignes rouges* » de Syriza, et contre lesquelles il a organisé le référendum ! La césure apparaît désormais clairement entre le « *oxi* » populaire et ce qu'en a fait le gouvernement. Voilà donc en quoi consistait l'aide française à la Grèce : aider Tsipras à s'asseoir sur le résultat du référendum pour rendre ses demandes euro-compatibles. À la radio, des dirigeants européens saluent « *le sérieux* » des propositions. Sur les plateaux des télévisions privées grecques (celles qui avaient mené campagne sans vergogne pour le « *oui* »), les commentateurs applaudissent. Entre les discours de Tsipras pendant la campagne du référendum et ce qu'il propose, l'écart est abyssal.

Soudain, les pièces du puzzle commencent à s'assembler et à faire sens... Le référendum n'était-il donc qu'un acte désespéré dont les initiateurs n'avaient pas anticipé la réaction féroce qu'il provoquerait chez « *les partenaires* » (la coupure des liquidités et donc la fermeture des banques) ? Un vulgaire coup de poker, une tactique visant à conférer plus de poids aux négociateurs grecs et qui s'est fait dépasser par l'élan populaire ? Un sondage géant dont l'intention n'a jamais été de faire respecter le choix de la population ? Le courrier de Tsipras aux créanciers en pleine campagne référendaire était-il une sincère proposition de reddition que ses homologues européens n'ont pas voulu saisir ? Tsipras aurait-il préféré une courte victoire du *non*, voire une victoire du *oui*, qui lui aurait permis de se poser en rassembleur du peuple et de ne pas avoir à faire de grands écarts – ce qui expliquerait les visages sombres décrits par Varoufakis au soir des résultats ? Dans une interview, celui-ci dira d'ailleurs : « *Le référendum nous a donné une impulsion formidable, qui aurait justifié le type de réponse énergique que je préconisais contre la BCE, mais (...) le gouvernement a décidé que la volonté du peuple, ce 'non' retentissant, ne devrait pas constituer l'impulsion pour adopter cette approche énergique.* » En traversant Athènes vers la gare routière de Kifissos, des centaines d'affiches et de graffitis défilent sous mes yeux, recouvrant la ville du victorieux *oxi*. Dans le bus vers le port de Patras, je repense à toutes ces paroles entendues qui pointaient le flou de la question posée, la difficulté de percevoir un réel choix. Je repense à ce sentiment de dignité, de confiance et d'honneur que les Grecs semblaient avoir commencé à retrouver depuis l'élection de Syriza, et malgré une situation économique dont ils savent qu'elle n'est pas prête de s'améliorer. Quel

gâchis. Je quitte la Grèce sur un bateau rempli de groupes de touristes allemands et italiens. La crise grecque ne fait pas partie des discussions.



Chute vertigineuse

Samedi 11 & dimanche 12 juillet. Entre deux gares italiennes, je tente de suivre ce qui se passe au sommet de Bruxelles. Mais, entre l'annonce d'un accord imminent et les annonces de probable rupture des négociations, les médias sont dépassés par les événements. Au retournement de Tsipras s'est ajouté celui de l'Allemagne, qui semble à présent favoriser une sortie de la Grèce de la zone euro, sous prétexte de ne plus faire confiance aux Grecs depuis le référendum. Sur une radio francophone, j'entends furtivement l'interview d'une responsable de To Potami (La Rivière, parti centriste d'opposition) qui parle telle une porte-parole de Tsipras dont elle loue « le réalisme ». Au sein même de Syriza, de son groupe parlementaire et des membres du gouvernement, la crise est ouverte. Sur les réseaux sociaux, différents groupes de soutien à Syriza affichent un encéphalogramme plat. Sonnés par la reddition de Tsipras, que beaucoup considéraient comme une sorte de héros, les internautes restent cois.

Lundi 13 juillet. Les dirigeants et éditorialistes qui traitaient, il y a une semaine encore, Alexis Tsipras de « *démagogue* », « *pyromane* », « *populiste* » et autre « *maître chanteur* », l'ont érigé aujourd'hui en « *homme d'État* », « *responsable* » et « *courageux* ». Que fallait-il donc faire pour gagner ces galons et entrer par la grande porte dans le petit club des Grands de l'Europe ? Se dédire, tout simplement. Mais pas qu'un peu... Renoncer, totalement, plus fort et plus vite qu'aucun gouvernement ne l'a peut-être jamais fait en temps de paix. Le « *tournant de la rigueur* » de Mitterrand en 1983 (deux ans après l'arrivée des socialistes au pouvoir en France) n'est rien à côté de ce franchissement de toutes les « *lignes rouges* » de Syriza : réduction des retraites, limitation des impôts des entreprises, travail du dimanche, détricotage des droits syndicaux, mesures concernant la propriété des pharmacies ou la concurrence entre boulangeries... Sans oublier l'augmentation de la TVA sur des produits alimentaires et de première nécessité (îles comprises, jusqu'alors épargnées pour compenser le coût de transport des marchandises) – **au hasard** : la TVA passera de 13 à 23 % sur les préservatifs, le sel et l'eau de mer, la viande de bœuf (mais pas le porc), les brochettes (mais pas sans sel), le sucre (mais pas les yaourts sucrés), les huiles (mais pas d'olive), le fromage râpé (mais pas au kilo)... Bref, tout ce que la gouvernance européenne sait produire de plus ubuesque et indigeste. Elle va appliquer à la société grecque, après cinq ans de chômage massif et de coupes budgétaires sociales, une nouvelle dose de cheval de ses « *remèdes* » qui ont pourtant déjà largement prouvé leur caractère inepte et néfaste. En forçant le gouvernement grec à prendre des décisions qui ne sont pas seulement « *impopulaires* » mais inhumaines, injustes, désespérantes et ravageuses dans un pays déjà ruiné par six années de récession.

Le « *tournant de la rigueur* » de Mitterrand en 1983 (deux ans après l'arrivée des

socialistes au pouvoir en France) n'est rien à côté de ce franchissement de toutes les « *lignes rouges* » de Syriza.

Les « partenaires » européens étaient d'emblée assurés de leur victoire. Par leur supériorité, leur chantage au Grexit désordonné et leur stratégie d'asphyxie financière de la Grèce. Mais ils ont aussi bénéficié de la volonté sans faille de Tsipras de rester dans le carcan de l'euro. Ils ne se sont pas contentés des concessions faites de son plein gré par le Premier ministre grec, et qui suscitaient déjà la colère et le désarroi dans sa population : ils ont poussé l'humiliation et la soumission à des extrêmes que personne n'avait osé imaginer. Obliger le gouvernement Syriza à appliquer un programme situé aux antipodes de celui qui l'a fait élire, mais aussi à renier et annuler les lois qu'il a votées depuis six mois. Dépecer l'État grec en relançant les privatisations et la quasi expropriation des biens publics (îles, plages, sources thermales, aéroports, chemins de fer, ports, stades...). Organiser sa mise sous tutelle comme un protectorat, transformant le gouvernement en simple fondé de pouvoir des créanciers et le parlement en chambre d'entérinement de décisions prises dans d'autres capitales. Et en échange ? La Grèce reçoit, du bout des lèvres, une vague promesse de discuter de sa dette. Plus tard.

Voilà, en résumé, à quoi ressemble le « *compromis d'accord* » signé dans la nuit de dimanche à lundi, après plus de trente heures de discussions au sein de l'Eurogroupe, puis du sommet des chefs d'États. Il fallait faire payer aux Grecs le référendum et son résultat. Se servir d'eux comme exemple pour montrer qu'aucune alternative politique n'est envisageable dans le cadre européen. Voilà à quoi nos chers dirigeants, fiers d'avoir « *sauvé l'euro* », ont passé leur week-end.



TINA is back?

Mardi 14 juillet. Il y a deux semaines, une habitante de l'île d'Ikaria à qui j'expliquais m'apprêter à rejoindre Athènes pour suivre de plus près la campagne du référendum, me lança avec un grand sourire : « *Tu vas vivre un événement aussi important que la chute du Mur de Berlin.* » Tu parles. En terme d'accélération des rapports de force, elle n'avait pas tort sur la portée de l'événement. Ni elle ni moi, cependant, ne pouvions imaginer qu'il déboucherait sur un déni de démocratie et de souveraineté aussi patent, sur une victoire aussi étourdissante de TINA (« *There is no alternative.* »). En repensant à l'esprit qui animait les Grecs il y a encore quelques jours, je commence à mesurer l'ampleur du retournement de situation qui vient de se produire. Je téléphone à Pandelli, un Athénien avec qui j'ai eu de longues discussions, dans l'espoir qu'il m'aide à comprendre. Mais, encore abasourdi, il n'a pas de mots. Cauchemar, douche froide, coup de massue à vous laisser KO debout, déconfiture absolue... comment qualifier l'effet que nous fait ce qui vient de se produire ? Pour une fois, Pandelli n'est même pas sarcastique. Il dit qu'il ne s'agit plus seulement de *diktats* et de chantage, mais de coup d'État. « *Ce qu'ils ont fait à Bruxelles, c'est une tentative d'assassinat*

politique contre Syriza. Ils ont menacé notre économie d'une mort subite ; on n'y aurait pas survécu. Tsipras n'avait pas d'autres choix que d'accepter leurs conditions. Il faut continuer à le soutenir, sinon ils gagnent sur toute la ligne et on referme, comme ils le souhaitent, la « parenthèse de gauche ». » Pandelli doit raccrocher ; je n'ai pas le temps de lui répondre mais je crains qu'il m'ait répété quasi mot pour mot l'argumentaire déployé depuis hier par le cabinet Tsipras. S'il n'y avait pas d'alternative, pourquoi s'être présenté aux élections pour en porter une et pourquoi avoir demandé aux Grecs de se prononcer par référendum ?

« Comme si le référendum avait été une sorte d'hallucination collective qui, soudainement, avait pris fin, nous laissant poursuivre ce que nous faisons auparavant. »

Tout le monde ne rejoint pas l'avis de Tsipras, notamment dans les rangs de Syriza et de sa Plateforme de gauche. Stathis Kouvelakis, membre du Comité central de Syriza, *écrit* : « Comment un « non » fracassant au mémorandum de la politique de l'austérité peut-il être interprété comme un feu vert à un nouveau mémorandum ? [...] Le sentiment d'absurdité n'est pas le simple produit de ce retournement inattendu. Il est avant tout provoqué par le fait que tout ceci se déroule sous nos yeux 'comme s'il ne s'était rien passé', comme si le référendum avait été une sorte d'hallucination collective qui, soudainement, avait pris fin, nous laissant poursuivre ce que nous faisons auparavant. [...] Mais le référendum a bien eu lieu. Il ne s'agissait pas d'une hallucination dont chacun serait revenu depuis. L'hallucination, au contraire, règne plutôt du côté de ceux qui tentent de ravalier le référendum à une sorte de « défouloir » provisoire n'ayant interrompu qu'un temps l'avancée vers un troisième mémorandum. »

« Notre principale erreur ? Avoir mal mesuré leur volonté de nous détruire », déclare un ministre grec. Mais, en agissant comme si le « oui » l'avait emporté, puis en signant l'accord avec l'Union européenne qui transforme une majorité politique anti-austérité en cheval de Troie du mémorandum le plus violemment austéritaire, Tsipras pouvait-il ignorer qu'il scellait en même temps l'éclatement de son propre camp, précipitant son gouvernement dans les bras du centre et de la social-démocratie ? Pour d'aucuns, le rassembleur de la gauche grecque est devenu son fossoyeur. « J'avais surestimé la puissance du juste droit d'un peuple », confesse-t-il en soirée à la télévision publique grecque. « J'ai cru que cette Europe pouvait être changée, que le droit pouvait primer sur les intérêts des banques. Nous étions seuls, face à tout le système financier mondial. La vérité, c'est que cet accord a été imposé de manière cruelle. Mais c'est pour eux une victoire à la Pyrrhus, qui finira par se retourner contre eux. Durant cinq mois, nous avons semé des graines de démocratie et de dignité, elles finiront par fleurir. Les fissures dans le mur de l'austérité sont là, il ne résistera pas. »

Les négociateurs grecs se sont mis eux-mêmes la corde autour du cou en se rendant à Bruxelles, six mois durant, avec pour seules armes des arguments rationnels, de bonnes intentions et une volonté affichée de rester dans l'euro à tout prix.

On aimerait y croire. Mais, même pour ceux qui gardent confiance en Tsipras, toujours largement considéré en Grèce comme quelqu'un d'honnête et sincère, l'impréparation et la naïveté de son équipe sont apparues au grand jour. Les négociateurs grecs se sont mis eux-mêmes la corde autour du cou en se rendant à Bruxelles, six mois durant, avec pour seules armes des arguments rationnels, de bonnes intentions et une volonté affichée de rester dans l'euro à tout prix – et de n'avoir donc pas préparé de plan B. « Persuader » et « convaincre », telle était l'ambition de Tsipras. Cette démarche parfaitement

respectable sur le plan moral ne tenait toutefois pas compte des réalités politiques et des rapports de forces au sein de l'Europe. Et plutôt que de se retrouver à discuter avec des « partenaires » partageant des valeurs démocratiques communes, les négociateurs se sont confrontés à de froids calculateurs aux méthodes prédatrices qui les ont (mal)traités comme de mauvais élèves n'ayant pas respecté les règles inscrites dans le marbre des traités, aussi absurdes et inégalitaires soient-elles. Varoufakis dira avoir été stupéfait par cette « absence totale de scrupules démocratiques, [...] d'avoir des personnages très puissants qui vous regardent dans les yeux et disent : « Ce que vous dites est vrai, mais nous allons vous broyer quand même. » » Le plus incompréhensible reste que, pendant six mois, l'équipe Tsipras a ainsi encaissé les coups sans jamais les rendre ni changer de stratégie. Un internaute se risque à cette sentence : « Si l'on se place strictement du point de vue du résultat, mieux valait signer directement les propositions de la Troïka qui étaient sur la table en janvier. Elles étaient très mauvaises, mais bien moins pire que le nouvel accord. Et, au moins, on aurait évité ces mois d'incertitudes économiques, à voir le piège monétaire se refermer sur nous et à subir aujourd'hui cette vengeance pour avoir organisé le référendum. »



Nouvelles de la colonie...

Mercredi 15 juillet. Tout juste rentré à Bruxelles, je me rend à la manifestation organisée (comme dans de nombreuses villes européennes) contre « l'accord » entre la Grèce et ses créanciers. L'ambiance est plombée. Colère, incompréhension et tristesse règnent parmi les quelques centaines de manifestants. Des engueulades éclatent entre ceux qui dénoncent une trahison sans précédent et ceux qui affirment qu'il s'agit plus que jamais de soutenir Syriza. Mais quel Syriza soutenir ? Le parti de la « gauche radicale » ressemble désormais à un conglomérat de tendances divisées entre celles qui appellent à « la responsabilité » et celles qui refusent le chantage européen. Ce soir, le Parlement grec doit valider l'accord. Ou, plus exactement, cette nuit : les dirigeants européens ont aussi conditionné leur aide au fait que le premier paquet de mesures soit voté dans les trois jours. Un temps record, qui ne permet évidemment pas que les parlementaires prennent correctement connaissance des textes signés à Bruxelles, ni qu'un débat de fond ait lieu. D'autres pays européens ont pris des années pour faire passer de telles mesures. Par exemple, la révision du Code de procédure civile, qui signifiera notamment la multiplication des expulsions de ménages n'ayant pas pu s'acquitter de leur taxe d'habitation, doit être adoptée la semaine suivante (ce jour-là, les députés recevront les 970 pages de lois vingt-quatre heures avant le vote). Une procédure d'urgence que Syriza a toujours vertement critiquée lorsqu'elle était utilisée par les précédents gouvernements et qui destitue d'autant plus le parlement de son rôle et de sa fonction qu'elle se déroule dorénavant « sans la possibilité d'introduire le moindre amendement ».

Colère, incompréhension et tristesse règnent parmi les quelques centaines de

manifestants. Des engueulades éclatent entre ceux qui dénoncent une trahison sans précédent et ceux qui affirment qu'il s'agit plus que jamais de soutenir Syriza.

À quelques heures du vote, les manœuvres vont bon train entre l'équipe Tsipras et les éléments de sa majorité appelant à voter contre l'accord. Les cas de conscience se multiplient. Deux ministres ont annoncé leur démission. La majorité des sections locales de Syriza et des membres de son Comité central s'oppose à la décision du Premier ministre. Celui-ci, après avoir renié la totalité de son programme et avalé toutes les couleuvres européennes, s'accroche au pouvoir. Il refuse de retirer son plan et même de réunir le Comité central de Syriza avant l'accord (comme il s'y était pourtant engagé), menaçant au contraire de convoquer des élections s'il n'obtient pas le soutien des parlementaires de son parti, d'exclure les « frondeurs » qui oseraient voter « non ». Bien loin des postures rooseveltiennes prises il y a une semaine à peine, le chef d'État qui s'affichait comme l'un des derniers défenseurs de la démocratie se montre sous un autre jour. « *La liberté demande de la vertu et de l'audace. [...] Quoi qu'il arrive, nous sommes victorieux. Nous serons victorieux. La Grèce a vaincu. La démocratie a vaincu. Le chantage et les menaces ont été défaits.* » Ainsi s'adressait Tsipras, le 5 juillet, à 100 000 personnes réunies devant la Vouli (le Parlement). Aujourd'hui, une partie de ceux-là sont redescendus en rue pour manifester leur colère. Pour la première fois depuis l'arrivée de Syriza au pouvoir, les services publics sont en grève. Aux alentours de Syntagma, des affrontements éclatent. Les forces spéciales de police (MAT), que Syriza avait promis de dissoudre et qu'on ne voyait plus en rue depuis janvier, refont leur apparition et chargent brutalement les manifestants.

À l'intérieur de la Vouli en état de siège, le débat ressemble à un psychodrame. Le nouveau ministre Finances, [Euclide Tsakalotos](#), se prend la tête dans les mains. « *Je ne sais pas si nous avons fait le bon choix* », dit-il pour convaincre ses collègues de voter l'accord. La présidente du parlement, Zoé Konstantopoulou, a refusé de présider la séance afin de retrouver son statut de simple députée et de prononcer un long [plaidoyer](#) contre l'accord : « *Il n'y a aucun doute que le gouvernement agit sous la contrainte, que le Premier ministre a subi le chantage le plus cruel et le plus impitoyable, avec, comme outil de chantage, la survie de son peuple. Et il n'y a aucun doute que si ce chantage est ratifié ce soir, rien n'empêchera sa répétition, non seulement contre nous, mais aussi contre d'autres peuples et d'autres gouvernements.* » Dans la nuit, l'accord est approuvé avec les voix des partis de droite et du centre, qui exultent. Un internaute grec note que les 61,31 % de la population qui a voté « non » au référendum n'a été représentée que par 21,40 % des députés : 38 « frondeurs » de Syriza (ils étaient 17, vendredi, à voter contre la proposition de Tsipras), les communistes du KKE et les néo-nazis d'Aube Dorée. Il n'a échappé à personne que, dans leurs interventions, les élus d'Aube Dorée se sont emparés d'un discours économique de gauche que le gouvernement aura dorénavant bien du mal à tenir.



Été réactionnaire, automne révolutionnaire ?

Commentaires, critiques, analyses et spéculations : c'est l'heure de tirer des leçons. L'abondante littérature qui surgit de toutes parts (économistes, politiques, militants, citoyens ou organisations du monde entier) contribue à la compréhension de ce qui s'est passé et marque des positionnements, parfois hâtifs et émotionnels. Certains refusent de parler de *capitulation*, développant notamment des théories selon lesquelles il ne s'agirait que d'un épisode d'une stratégie cachée visant à sortir *in fine* de l'euro. D'autres fustigent « *les donneurs de leçons* » qui affirment que tout était prévisible – la critique est trop facile depuis un fauteuil. « *Les analystes non-grecs de la crise grecque* » sont appelés à être plus humbles, surtout ceux qui se soucient davantage de l'importance symbolique d'une victoire de la gauche en Europe que de la survie concrète des Grecs et de leur économie. L'espoir mis en Syriza était manifestement énorme, y compris à travers toute l'Europe, où les mouvements de solidarité ont été importants (même si les Grecs n'en ont eu connaissance que via Internet, la télévision publique et quelques journaux pro-gouvernement) et sans doute propices à grandir. La leçon n'est pas seulement bonne à prendre pour qui s'était laissé prendre à un espoir de changement par les urnes, elle nous rappelle aussi quelque chose d'essentiel, propice à dépasser le sentiment d'impuissance que cette défaite a commencé à répandre : c'est le peuple grec et son combat qu'il s'agit de soutenir, pas un parti ni un gouvernement.

Ces derniers mois, des lignes ont bougé et une mise à nu du système s'est opérée. Bien au-delà des cercles initiés, l'opinion publique européenne a pu tour à tour cerner le caractère institutionnellement néolibéral et intrinsèquement non démocratique de l'Union européenne ; voir la Banque centrale européenne [dépasser largement son mandat](#) pour faire de la politique (en l'occurrence un chantage financier) ; comprendre que l'Eurogroupe n'a non seulement aucune légitimité démocratique mais qu'en outre il est dépourvu d'existence juridique et de toute transparence ; ouvrir les yeux sur les mécanismes d'asservissement de [la dette](#) ou encore sur les raisons de [la domination allemande de la zone euro](#)...

Dès sa divulgation, l'accord a été descendu en flammes, qualifié de toutes parts de néfaste et d'impraticable. Quelques jours après sa signature, il est devenu quasi impossible d'en trouver le moindre défenseur, hormis parmi les socialistes français et quelques obscurs technocrates bruxellois. Pas le moindre observateur qui ne soit convaincu des effets calamiteux de cet épisode pour l'Europe, ni de l'évidence que le nouveau mémorandum est un évident déni de souveraineté populaire, guidé par une sévère volonté de punir ceux qui voudraient s'écarter des dogmes européens. Hors de toute rationalité économique. Hors sol... N'en déplaise à [Jean-Claude Juncker](#), qui se désole que les Grecs se sentent humiliés alors que lui n'a que motif à se réjouir puisque, dit-il, « *Tsipras s'est « homme d'état » , parce que, soudain, il a eu l'impression que s'il allait au bout de sa pensée, ce serait la fin pour la Grèce* ». Cela en dit long sur le rouleau compresseur européen, machine à broyer les alternatives naissantes, mais aussi sur les mœurs politiques « bruxelloises » et la qualité des décisions qui s'y prennent. Rien n'est réglé, les occasions de s'affronter vont être nombreuses.

« Généralement, l'été est réactionnaire et conservateur », avait précisé Yannis Youlountas. « *L'automne sera décisif. C'est toujours à cette période que surviennent les grands mouvements sociaux.* » »

Et la rue va reprendre ses droits, au fur et à mesure du vote et de l'application des nouvelles mesures d'austérité. En Grèce, on m'a averti : « *Ici, on vit beaucoup du tourisme. Pendant l'été, on fait des petits boulots sur les îles ou chez les paysans, on*

s'occupe des touristes. Cette année c'est différent, on s'occupe moins des touristes, des vacances : on parle surtout politique. » « Généralement, l'été est réactionnaire et conservateur », avait précisé Yannis Youlountas. « L'automne sera décisif. C'est toujours à cette période que surviennent les grands mouvements sociaux. » C'est aussi à l'automne que Tsipras convoquera probablement des élections anticipées, le temps pour lui d'essayer de débarrasser le parti de la « gauche radicale » de son aile gauche. Cela aussi, les créanciers l'ont obtenu, sans qu'il ait été besoin de le marquer dans l'accord. Si le Premier ministre a jusqu'à présent réussi à préserver sa côte de popularité suite à la signature de l'accord, c'est en partie grâce à l'image de celui qui a osé résister, seul contre tous, au bras de fer avec les dirigeants européens. Mais s'il parvient à se maintenir au pouvoir, ce n'est que pour mieux appliquer la politique contre laquelle il a été élu, couper Syriza de ses racines historiques et envoyer dans l'opposition ceux qui continuent à soutenir qu'une alternative est possible.

Le « *Waterloo de Syriza* » (comme l'appelle l'ethnologue Panagiotis Grigoriou sur son blog [Greek Crisis](#)) aura démontré l'impasse dans laquelle mène la double volonté de faire partie de la zone euro et d'y mener des politiques anti-austérité. Il aura été un accélérateur de mutations : mutation expresse du pouvoir grec, mutations de la société et de l'opinion. Car il n'est pas du tout certain qu'après avoir présenté ce choix si crument, le peuple grec et d'autres qui sont en apparence attachés à l'Europe préfèrent rester à tout prix dans son union monétaire. Ce chiffre impressionnant vient nous le rappeler : 85% des Grecs de 18 à 24 ans ont voté *non* au référendum, ce qui indique combien cette génération sacrifiée est loin de partager l'europhobie béat de ses dirigeants.

De là à faire sauter le tabou de l'euro au sein de la « vraie gauche », le pas reste à franchir. Le net résultat du référendum laisse penser que l'opinion grecque est à ce sujet bien moins timorée qu'on ne le dit. Plusieurs dirigeants européens avaient menacé d'un Grexit en cas de victoire du « non », avec l'effet qu'on sait... Mais les partis au pouvoir, y compris Syriza, entretiennent davantage le fétiche de l'euro. Bien qu'on ignore encore certains dessous des tractations ayant mené la Grèce à ce cuisant échec (et notamment le rôle précis de la diplomatie américaine ou la nature des discussions entre la Grèce et la Russie), le chantage de l'Union européenne n'explique pas tout. La délégation grecque s'est mise dans une position où elle n'avait aucun levier, aucune échappatoire. De nombreuses voix se sont élevées pour rejeter l'idée selon laquelle Tsipras n'avait « pas le choix ». Au sein de la société civile, de Syriza et même du gouvernement grec, les arguments ne manquent pas, depuis des mois, pour soutenir des mesures redonnant à la fois un peu de souffle économique à la Grèce et de force politique dans les négociations : nationaliser les banques, taxer les grosses fortunes, augmenter le salaire minimum, répudier la dette, envisager une monnaie parallèle voire une sortie de l'euro,... Mais Tsipras et son cercle de conseillers et ministres proches (dominé par le vice-Premier ministre Giannis Dragasakis et l'aile droite du gouvernement) n'ont rien voulu entendre de ces propositions.

La personnalisation de la politique et la concentration des pouvoirs dans les structures pyramidales d'un parti et d'un gouvernement ont contribué à un isolement des dirigeants, à un manque d'anticipation des rapports de force, à une absence de réflexion collective.

Et c'est là un autre enseignement de cet épisode : la personnalisation de la politique et la concentration des pouvoirs dans les structures pyramidales d'un parti et d'un gouvernement ont contribué à un isolement des dirigeants, à un manque d'anticipation des rapports de force, à une absence de réflexion collective, de débat avec la société (et même avec la base et les instances de Syriza), d'information sur les conséquences des choix à prendre et donc de préparation des esprits. L'ancien ministre Yanis Varoufakis a

donné une illustration de ce cloisonnement du pouvoir : au détour de son témoignage, on a appris que seules six personnes ont participé à la réunion où s'est décidée la stratégie du gouvernement grec pour les dernières négociations bruxelloises, et au cours de laquelle l'option qu'il défendait a été mise en minorité par quatre voix contre deux. Il a donc suffi de quatre personnes pour valider une décision aussi lourde de conséquences... En ce sens, l'échec à mener une *autre politique* résulte aussi de l'incapacité à faire de la politique *autrement*, c'est-à-dire collectivement ; à partir de la base populaire et militante plutôt qu'en imposant des décisions d'en haut ; en provoquant des débats dans la société sur les choix importants à prendre ; en impliquant les forces sociales qui ne manquent pas en Grèce (notamment celles qui s'organisent depuis des années pour contrer les effets de la crise en expérimentant d'autres formes de solidarité et d'économie) ; en mobilisant non seulement l'importante diaspora grecque qui ne cesse de grandir avec la crise, mais aussi les nombreux mouvements solidaires à l'étranger, qui pourraient soutenir concrètement (dans tous les domaines, y compris économique) la reconstruction de la Grèce sur des bases plus justes, égalitaires et écologiques que celles imposées par la Troïka.

Malgré les dégâts de l'austérité, et peut-être justement à cause de la détermination très forte de la population à y mettre fin, on peut penser qu'un pays comme la Grèce, avec ses ressources, a toutes les chances d'y arriver. À condition de dépasser cette « peur » que Tsipras conjure si souvent dans ses discours et qui a pourtant « permis l'accord », si l'on en croit Jean-Claude Juncker. Cette peur de « l'inconnu » qui n'a cependant pas atteint la population grecque, dont la « vertu » et « l'audace » ont largement dépassé celles du gouvernement.

Gwenaël Breës

Article paru le 24 juillet 2015 sur le site de la revue [Ballast](#).